

# Rudy Demotte

## «Cet investissement dans le Pacte d'excellence profitera aussi au Fédéral»

### LES PHRASES CLÉS

«On l'a dit aux syndicats, non la question de l'emploi n'est pas secondaire.»

«On ne va pas laisser le plus gros de l'effort aux autres. On prend nos responsabilités.»

### INTERVIEW

NATHALIE BAMPS ET MARTIN BUXANT

**S**emaine chargée pour Rudy Demotte et le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les syndicats ont rendu lundi leur avis final sur le Pacte d'excellence amendé, se disant prêts à participer de manière constructive au processus. La ministre de l'Enseignement Marie-Martine Schyns a soumis le texte au gouvernement, qui l'a aussi approuvé. Place au travail budgétaire. Le ministre-président de la Fédération fait le point.

**Le gouvernement a approuvé l'avis définitif du Pacte d'excellence. Avez-vous eu peur que les syndicats ne le détricotent? Si on avait eu un avis qui, dès le départ, était un oui monolithique, on aurait été dans un scénario ou, sous prétexte de compromis, on aurait vidé le texte de toute substance.**

**Comment ça? Vous étiez content que les syndicats disent non? Cela a démontré que la démocratie peut se faire jusqu'au bout...**

**Vous avez dû leur donner des gages... Oui, sur l'emploi notamment. On l'a dit aux syndicats, non la question de l'emploi n'est pas secondaire. Il faut avoir une réflexion dessus, pour ne pas se retrouver face à des principes très jolis sur le papier, mais qui peuvent coûter en termes de stabilité.**

**Une autre des inquiétudes, ce sont les moyens mis sur la table. Oui, en effet, les enseignants ont connu tellement de réformes sans avoir la garantie des moyens. Là, on leur a dit «oui on est prêt à le faire», et pas seulement pour les générations futures, mais dès maintenant.**

**Le budget, c'est 220 millions d'euros. Vous allez définir un cadre pluriannuel. Le bras de fer va commencer? On ne veut pas passer à côté d'une opportunité. Tout le monde dit aujourd'hui que le développement économique passe par une amélioration des processus de formation et d'éducation. Ce coût, 220 millions, pour implémenter un programme aussi ambitieux, il ne faut pas seulement le comparer au budget de la Fédération, soit plus de 10 milliards d'euros, mais par rapport au PIB... Et ce PIB, il fait partie des effets retour, car il y a une corrélation entre la formation, l'emploi, et le PIB.**

**Mais ces 220 millions, il faut d'abord les**

**mettre sur la table...**

Oui, il faudra les investir avant d'en voir les effets retour. C'est exactement comme quand Didier Reynders dit qu'avec les mesures prises au Fédéral, on accepte les sacrifices, car il y aura des effets retour. On est dans la même logique. Plus on va élever le niveau de formation, plus la richesse va se créer. Et cet investissement ne profitera pas qu'à nous, mais à l'échelon fédéral aussi. Si on ne le fait pas maintenant, il n'y aura jamais ces effets retour. C'est comme à la piscine, si on est sur le plongeur, on peut sautiller très longtemps, si on ne se jette pas à l'eau, on n'apprend pas à nager. Nos sociétés ont aujourd'hui un devoir d'investissement. Ce n'est pas un hasard si dans les premiers pactes de compétitivité, je pense à Lisbonne, on a mis sur cette valeur ajoutée de la société de la connaissance. Il faut concilier deux choses contradictoires: le besoin de rigueur budgétaire et le besoin d'investissement. Nous avons déjà eu l'occasion d'exposer cette méthodologie à Moody's qui a maintenu notre cotation. Maintenant, nous voulons aussi rencontrer les autorités européennes, on veut être parfaitement transparents sur notre but, expliquer pourquoi on consent cet investissement.

**Vous allez vendre le Pacte à l'Europe?**

On va l'expliquer, pas le vendre, on n'est pas dans une démarche commerciale. J'ai demandé à rencontrer Monsieur Juncker. Dans le meilleur des cas, et c'est un cas rêvé par beaucoup au niveau européen, l'idéal serait d'immuniser cet investissement sur le plan budgétaire, puisque le problème vient davantage de la comptabilisation plutôt que des moyens réels, et donc du rythme d'entrée dans la remise en équilibre.

**Vous voulez une immunisation des dépenses?**

Oui, on pourrait proposer d'immuniser une partie des dépenses ou réfléchir à l'immunisation des bâtiments scolaires. On sait que ce n'est pas facile, que la Commission a une certaine doctrine, mais elle est aussi dans une situation pas facile, de relatif désamour et d'incompréhension de la population. Une façon pour elle de se redonner une pertinence serait de dire «ok, on entend les contraintes de chacun, on veut garder une ligne droite, mais on accepte les investissements qui donnent sens».

**Le premier investissement budgétaire viendra en septembre, avec 50 millions**

**pour l'enseignement maternel. Mais on n'a budgétisé que 21 millions cette année? Oui, mais septembre, c'est déjà le neuvième mois de l'année. Cela ne coûte pas un exercice plein. Le reste sera inclus dans le budget 2018. Mais il faut avoir une programmation, et on va travailler dessus, déjà lors de l'ajustement.**

**À lire le phasage, on voit que les plus grosses mesures, et donc les plus grosses dépenses, se feront d'ici 2019...**

En effet, on ne va pas laisser le plus gros de l'effort aux autres, on prend nos responsabilités. Au-delà de ça, si on monte plus vite

dans les dépenses, on atteint plus vite aussi le niveau plateau et la vitesse de croisière. Et on peut donc commencer à mettre en place les processus de rationalisation, comme de mettre fin aux concurrences stériles entre options. Avec cela, on regagnera de l'argent, qui permettra aussi de financer le Pacte.

**Qu'est-ce qui garantit que ce Pacte ne sera pas mort dans deux ans?**

C'est un risque, oui. Nous sommes en démocratie, et donc il y a le risque d'avoir des majorités différentes, et une remise en cause des projets. Mais on n'a pas mis en place ce projet sans faire les fondations. Et ces fondations, c'est l'avis des différents acteurs, le processus académique. Ces mesures, on ne les a pas succées de notre pouce, ce ne sont pas des mesures gouvernementales. Alors, oui, le chemin n'est pas tracé parfaitement. Mais la ligne que l'on veut suivre est là.

**Où en est la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le travail contre la radicalisation?**

On travaille à cette question via la recherche fondamentale, avec l'analyse des comportements et la détection des phénomènes psychosociaux. On a mis en place des programmes et des modes de financement. On pourra en faire usage dans les écoles. Mais, même si elle s'est améliorée, la transmission d'informations avec le Fédéral n'est pas parfaite.

**Le Fédéral ne vous prend pas au sérieux?**

Je ne sais pas si le Fédéral peut, s'il veut, s'il est capable. Je ne fais pas de procès d'intention, mais cela ne se passe pas suffisamment bien.

**Et la situation dans les mosquées, Yvan Mayeur dit qu'elles sont toutes salafistes...**

Non, c'est caricatural. Il y a dans l'islam des appréhensions, des modes de comportement très différents. Mettre tout le monde dans le même moule, c'est décourager ceux qui font exactement l'inverse.

**Autre sujet. Le PS, ça ne va pas fort...**

Sur le rapport à l'argent, sur les écarts salariaux, le PS doit être l'exemple virginal du comportement idéal. Mais quand on découvre qu'il y a des personnes qui ont été trop bien rétribuées et parfois à ne rien faire, c'est

inacceptable. Et cela fait du mal au PS. On a pris le PS pour une tête à claques. Mais ces claques, le PS les a parfois méritées. Mais ceux qui n'ont pas envie d'être assimilés à cela ont envie d'être reconnus pour ce qu'ils font, et le combat qu'ils mènent.

**Au PS, a-t-on fait l'économie d'un vrai travail de fond, de nettoyage, il y a 15 ans?**

On a pris des règles en son temps, et ces règles n'étaient pas suffisantes, on le découvre aujourd'hui. Mais le problème est beaucoup plus large. Ce qui se passe avec Fillon, Marine Le Pen, cette logique de mise en exergue de ce qu'ils ont commis, ébranle le socle même de l'engagement politique. Le paradoxe, c'est qu'on en arrive à vouloir qu'on corrige et remette les valeurs en exergue, et à élire des tiers qui ne portent pas ces valeurs, parce

qu'ils apparaissent comme anti-système.

**Le PTB à 20%, c'est aussi la montée des extrêmes. Qui est responsable?**

Les gens vont chercher des modèles extérieurs aux représentations classiques. La crise de gouvernance n'est qu'un avatar de la crise plus large, économique. Dans ce contexte de radicalisation de la pensée, les

gens qui sont aux positions radicales ont à y gagner.

**C'est le même processus, radicalisation religieuse ou politique?**

Quand un système est remis en cause, il l'est par tous ses aspects: spirituels, religieux, politiques. On est dans une logique de déconstruction. Les modèles qui ont touché leurs

limites imposent des déconstructions de modèles. Je crois qu'il y a un antidote: se poser avec calme et raison les questions et apporter des réponses cohérentes. On ne peut pas apporter des réponses asymétriques. Il faut qu'on ait une capacité d'entente nationale, une sorte d'union sacrée, avec un socle de valeurs à atteindre et des règles qui soient les plus semblables possibles.

«On a pris  
le PS pour  
une tête  
à claques»

**«Le PS doit être l'exemple  
virginal du comportement  
idéal.»**